

Du rêve de l'union parfaite à la vie en commun

Description

L'année 1989 a constitué pour l'Europe de l'Est l'amorce d'une nouvelle reconstruction continentale après la chute d'un empire. La fin de la guerre froide et la brutale débâcle de l'URSS ont laissé les pays de l'ancien Pacte de Varsovie maîtres de leur destin.

Mais cette Europe dite «de l'Est» n'a pas eu à tout inventer: en se tournant vers un Occident qui lui sert à la fois de modèle et de puissance protectrice, elle a renoué avec le rêve, née à la fin du 18e siècle, de rejoindre une «modernité occidentale» prometteuse de progrès social et économique. De son côté, la Communauté européenne, modestement née dans l'ombre protectrice des Etats-Unis durant la guerre froide, s'apprêtait, au travers du Traité de Maastricht, à devenir une Union politique de douze Etats, bientôt élargie à quinze. De par sa seule masse, elle acquerrait un pouvoir d'attraction certain sur ces anciens satellites à la dérive. Pouvoir d'autant plus fort qu'il apaisait la crainte de retourner un jour dans le giron de la Russie, notamment pour les Etats baltes et la Pologne.



C'est ainsi que les trois valeurs fondatrices de l'Union, *la paix, prospérité et démocratie*, perçues dans les pays d'Europe membres comme des poncifs abstraits et rhétoriques (sans doute parce qu'ils sont une réalité depuis des siècles), se sont transformés à l'Est en arguments marketing d'une force irrésistible[1]. Les représentants de pays qui avaient pour la plupart connu une dictature, une économie collectiviste, un passé récent de vives tensions entre Etats, voire (pour l'ex-Yougoslavie) une véritable guerre, se voyaient affamés de ce qu'ils considéraient comme trois aliments de base. Dans un élan d'enthousiasme qui n'est pas sans rappeler d'autres élan idéologiques du passé, l'adhésion à l'Europe politique a fait figure de sésame pour le bonheur des peuples.

C'est cette alchimie qui explique l'adhésion de huit de ces pays en 2004 (Estonie, Lettonie, Lituanie, Pologne, République tchèque, Slovaquie, Hongrie et Slovaquie) puis celles de la Roumanie et de la Bulgarie en 2007, dans une vague d'élargissement sans précédent[2].

La percée éclair en direction de l'Est et du Sud-Est a ensuite déterminé trois situations aussi inattendues que différentes: celle des nouveaux Etats membres qui ont testé la vie en commun, celle des candidats des Balkans occidentaux formant désormais une sorte de «poche» promise à se résorber, enfin celle des pays de l'ancienne URSS, dont les perspectives d'adhésion sont, quant à elles, nettement plus éloignées.

Nouveaux Etats membres: entre euphorie et scÃ©nes de mÃ©nage

Alors, quel regard les dix nouveaux Etats membres de lâ??Est portent-ils sur cette Union europÃ©enne quâ??ils ont choisie comme alternative au Â«grand-frÃ©reÂ» de naguÃ©re? Avec le dÃ©veloppement de la dÃ©mocratie, le nouvel essor de lâ??Ã©conomie, du commerce et des transports, tout devrait Ãªtre pour le mieux dans le meilleur des mondes. Mais, comme pour de jeunes mariÃ©s, ce qui a Ã©tÃ© naguÃ©re perÃ§u comme un aboutissement nÃ©est en rÃ©alitÃ© quâ??un commencement: le pas est parfois douloureux du rÃ©ve de lâ??union parfaite Ã la rÃ©alitÃ©.

Les nÃ©cessitÃ©s et les sacrifices de la vie en commun (les critÃ©res dÃ©adhÃ©sion, la reprise Ã marches forcÃ©es de Â«lâ??acquis communautaireÂ», la Politique agricole commune, les critÃ©res de convergence pour lâ??euro) ne peuvent manquer de soulever protestations et ressentiments. Le dÃ©veloppement Ã©conomique lui-mÃªme, qui ne bÃ©nÃ©ficie pas Ã©galement Ã toutes les couches de la sociÃ©tÃ©, a causÃ© une envolÃ©e des prix qui a frappÃ© ceux dont le revenu dÃ©pendait de lâ??Etat, notamment les fonctionnaires et les retraitÃ©s, une situation que la crise financiÃ©re des derniers mois rend encore plus tendue.

Pire encore, les colÃ©res rÃ©veillent des dÃ©mons que lâ??on avait crus endormis: idÃ©ologies nationales-populistes virulentes, quand ce nÃ©est pas xÃ©nophobies, marginalisations de minoritÃ©s telles que les Roms. En retour, les pesantes critiques de Bruxelles (comme dans la rÃ©cente affaire de la loi sur les mÃ©dias en Hongrie) tendent Ã renforcer le sentiment de ces mÃªmes mouvements: lâ??adhÃ©sion nÃ©tait pas forcÃ©ment une bonne affaire. A cela, il faut ajouter des peurs diffuses, comme celle du grand capital alimentÃ©e par le libre-marchÃ© continental. Mais, Ã dire vrai, de semblables rÃ©flexes protectionnistes se retrouvent aussi dans les Etats membres dÃ©Europe de lâ??Ouest. Faut-il y voir, paradoxalement, un indice de convergence europÃ©enne dans cette similaritÃ© entre les euroscepticismes?

Un conflit gÃ©nÃ©rationnel

Quoi quâ??il en soit, force est de constater que la famille europÃ©enne recomposÃ©e se dÃ©concerte mutuellement, ce qui rend parfois les rÃ©unions assez houleuses. La scÃ©ne que nous prÃ©sentent la Â«bof gÃ©nÃ©rationÂ» des anciens membres ostensiblement blasÃ©s de leurs acquis (mais prompts Ã monter aux barricades dÃ©s quâ??il sÃ©agit de les remettre en question), la nouvelle gÃ©nÃ©ration en proie alternativement Ã lâ??espoir et Ã la frustration et, enfin, la cour empessÃ©e des soupirants, forme un vÃ©ritable tableau de mÃ©urs du Vieux continent, oÃ¹ le sÃ©rieux et le comique se mÃ©alent parfois.

Citons Ã ce sujet un incident assez rÃ©vÃ©lateur qui suivit lâ??inauguration dÃ©une sculpture satirique nommÃ©e *Entropa*, inaugurÃ©e dans le hall du siÃ©ge du Conseil de lâ??Union europÃ©enne, Ã Bruxelles, Ã lâ??occasion de la prÃ©sidence tchÃ©que de 2009: elle reprÃ©sentait (entre autres) des FranÃ§ais perpÃ©tuellement en grÃ©ve, des Italiens obsÃ©dÃ©s du ballon rond et des Bulgares utilisateurs de toilettes Ã la turque. Lâ??accueil fut pour le moins glacÃ©[3]. Au-delÃ du mauvais goÃ»t, il aurait fallu sans doute y dÃ©celer une manifestation de la culture de la transgression grotesque (faudrait-il lâ??appeler dorÃ©navant Â«entropismeÂ»?), un art de fÃ©cher les institutions qui sÃ©accorde avec la tradition dÃ©un pays de lâ??ancien bloc communiste, oÃ¹ la libertÃ© dÃ©expression avait Ã©tÃ© Ã©touffÃ©e pendant des dÃ©cennies.

Cet exemple a du moins le mérite d'illustrer les efforts que les politiques et les fonctionnaires à Bruxelles doivent déployer quotidiennement pour assimiler les codes sociaux et les coutumes politiques de vingt-sept pays différents. Il s'agit d'un apprentissage de savoir-vivre indispensable pour aboutir à des protocoles communs qui permettront (on veut l'espérer) aux institutions communautaires de fonctionner sans à-coups[4].

Balkans occidentaux: le long chemin vers la *pax europaea*

Après les nouveaux membres, ce sont les prochains pressentis. Les Balkans occidentaux, naguère en proie à une guerre meurtrière, sont désormais une poche d'abordée à l'Est et au Sud par des nouveaux membres. L'Union européenne y poursuit donc une *stratégie d'élargissement* dont les objectifs ne suscitent plus guère de débat: la pacification définitive, le renforcement des Etats de droit et, globalement, le développement économique. Elle manifeste désormais ouvertement sa confiance dans le fait que l'avenir de la région est en son sein[5]. Les négociations d'adhésion de la Croatie, de la Macédoine et du Monténégro sont entrées dans leur phase finale. L'Albanie et la Serbie ont officiellement déposé leur candidature. Quant à la Bosnie-Herzégovine et au Kosovo, ils sont les deux dernières pièces du puzzle et figurent comme tels dans la stratégie d'élargissement.

Pour ces «*îles*» naguère turbulents, devenus aujourd'hui zèbres, la route jusqu'au diplôme semble cependant bien tracée, quoique longue et exigeante. La puissance russe, traditionnelle protectrice de la Serbie, s'efface graduellement et relativement de la région, les Etats-Unis ayant renoncé à jouer un rôle actif, l'Union peut désormais être le seul acteur majeur. La géopolitique, les flux commerciaux et les intérêts mutuels, tout enfin semble désormais s'accorder - à moins d'un bouleversement majeur - ce que l'ensemble de la région soit un jour incorporé dans le système continental de la *pax europaea*.

Cette image prometteuse ne devrait toutefois pas faire oublier que les blessures de la guerre civile n'ont pas toutes été effacées dans l'ex-Yougoslavie, tant en fait, dans le paysage et dans les esprits. Comme ailleurs, la crise économique mondiale a prouvé son dévotion. Plus qu'ailleurs, les nationalismes fratricides couvent, tels une braise sous la cendre. Dans ce contexte, l'Union pourrait faire figure, pour une partie de l'opinion de ces pays, d'enseignant trop exigeant et exagérément à cheval sur la discipline; par reflet, les dirigeants politiques pourraient être considérés trop serviables.

Quant aux réseaux autoroutiers internationaux, indicateurs concrets de l'intégration entre les peuples, ils sont encore à l'image de la «balkanisation» politique qui a prévalu jusqu'ici: à quand une autoroute celtique européenne, reliant Trieste à Athènes à travers la Slovaquie, la Croatie, la Bosnie-Herzégovine, le Monténégro, l'Albanie et la Grèce?

Pays de l'ex-URSS: la politique de voisinage, entre espoirs et sentiment d'exclusion

Plus loin à l'Est, c'est-à-dire de l'autre côté de la Roumanie et de la Bulgarie, c'est aux anciens pays de l'URSS (mais également à d'autres pays non européens) que s'adresse la Politique européenne de voisinage (PEV) de l'UE. Il s'agit notamment de l'Arménie, l'Azerbaïdjan, la Géorgie, la Moldavie et l'Ukraine, ainsi que théoriquement le Bélarus. La nuance sémantique entre «stratégie

dâ??l'élargissement» et «politique de voisinage» ne peut échapper à personne.

En même temps, l'Europe de Schengen vue de l'extérieur prend l'aspect d'une forteresse: les ressortissants de pays riverains, notamment les Ukrainiens et les Moldaves (du moins ceux qui n'ont pas bénéficié de passeports roumains), ont soudain vu s'accroître la difficulté d'obtenir des visas. Peut-être ne s'agit-il que d'un phénomène transitoire. Toutefois, pour des pays naguère divisés entre eux par des fils barbelés, l'image d'une frontière fermée ne peut manquer de évoquer des souvenirs particulièrement sinistres, et causer ainsi une déillusion.

Mais l'Union doit faire surtout les comptes avec la puissance tutélaire de cet espace, la Russie, qu'elle n'a pas le desir de contrarier. Sur cet échiquier où se joue une partie cruciale dont l'enjeu sont les ressources énergétiques de la région, et où la décision s'impose traditionnellement par la force militaire, l'UE n'a pas les moyens de jouer le rôle d'une grande puissance. Elle préfère donc incarner une *soft power* dont la force réside dans le marketing toujours efficace de la paix, de la démocratie et de la prospérité, et ce à l'égard de sociétés encore profondément marquées par le modèle bureaucratique de l'Union soviétique.

Pourtant, la force d'exiger des évolutions vers le modèle communautaire en contrepartie d'accords de circulation des personnes et des marchandises, ceci sans réelle perspective d'adhésion à court terme, l'Union court le risque de frustrer les attentes. Pour des gouvernements ou des partis qui en arrivent parfois à attribuer des vertus messianiques à l'Europe, la politique nécessairement prudente de Bruxelles peut susciter des sentiments d'exclusion (pour les voisins les plus proches) ou l'impression d'être laissés pour compte (pour les plus éloignés). Si l'élargissement il doit y avoir, la voie pour y parvenir est encore longue et incertaine.

«*Et si le vague à l'âme européenne était un effet de l'élargissement?*», se demande Elie Barnavi dans son dernier essai *L'Europe frigide*[6]. Quoi qu'il en soit, les élargissements passés et futurs de l'Union européenne continuent de faire problème. Mais en dépit des tensions internes et même des éclats à Bruxelles, aucun des nouveaux Etats membres n'a envisagé sérieusement le divorce jusqu'ici, pas plus que les pays candidats (à l'exception peut-être de la Turquie) ne semblent perdre de leur foi dans leur avenir au sein de l'Union. S'il y a des préoccupations à mettre en ce sens, c'est plutôt en direction des pays de l'ex-URSS.

En définitive, ces différents points de vue ne sont que la déclinaison variée et multiple du thème du regard de l'Est (et du Sud-Est) sur l'Europe politique, au gré des cultures, des langues et des positions idéologiques individuelles, dans l'infinie diversité du continent. C'est la tension toujours renouvelée entre un rêve quelque peu idéaliste et une réalité en profonde mutation. Une réalité politique qui, malgré ses hésitations et ses faux-pas, en dépit de ses craintes et de ses rancœurs, poursuit son chemin avec une obstination stoïque qui finit par forcer l'admiration.

Notes :

[1] Stella Ghervas, «Les valeurs du projet de Constitution peuvent-elles fonder un imaginaire européen?», in Corin Braga (dir.), *Les imaginaires européens*, Cluj, Dacia, (*Cahiers de l'Echinoc*)

, n° 10), 2006, pp.41-50.

[2] Voir l'interview de Stella Gervas sur l'Europe élargie:

http://www.dailymotion.com/video/xglveg_interview-de-stella-ghervas-fellow-a-l-iea-paris-part-i_school.

[3] Brochure *Entropa*: <http://euxt.files.wordpress.com/2009/01/entropa.pdf>.

[4] Une expérience que la Suisse, par exemple, a dû faire avec ses quatre langues, ses trois grandes confessions, ses populations citadines et rurales ainsi que ses multiples régionalismes. Le résultat est une sorte de code social très élaboré entre Suisses, qu'ils ont appelé fédéralisme.

[5] Stratégie d'élargissement et principaux défis 2010-2011, p.16:

http://ec.europa.eu/enlargement/pdf/key_documents/2010/package/strategy_paper_2010_fr.pdf.

[6] Elie Barnavi, *L'Europe frigide*, André Versaille éditeur, Bruxelles, 2008, p.27.

Photo : Tour de l'Hôtel de ville de Cracovie le soir de l'entrée de la Pologne dans l'UE (nuit du 30 avril au 1er mai 2004). © Amélie Bonnet

* Stella GHERVAS est Visiting Associate Professor, Department of Political Science/Department of History, University of Chicago (Etats-Unis).

Image not found or type unknown



[Retour en haut de page](#)

date création

10/04/2011

Champs de mots

Auteur-article : Stella GHERVAS*